Quelques nouvelles du chêne...

La filière forêt-bois dans le Grand Est face au changement climatique

Franck Guéné

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/959>

DOI : 10.4000/allemande.959

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2018

Pagination : 365-376

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Franck Guéné, « Quelques nouvelles du chêne... », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 50-2 | 2018, mis en ligne le 30 décembre 2019, consulté le 19 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/959> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.959>

Quelques nouvelles du chêne...

La filière forêt-bois dans le Grand Est face au changement climatique

■ Franck Guéné*

Le changement climatique est un fait planétaire qui est peu à peu admis, intégré, acté par l'ensemble des acteurs économiques et politiques mondiaux. Il semble cependant que notre réaction collective soit peut-être trop lente pour en endiguer ou en limiter les effets, notamment du fait de la résistance des climato-sceptiques, et de la prégnance des critères économiques sur les critères écologiques. Le retrait récent des États-Unis des accords de Paris sur le climat montre à quel point le chemin à parcourir est encore long, alors qu'il semble confirmé qu'il y a urgence à agir.

Chez les acteurs économiques que sont les entreprises, on constate quotidiennement la coprésence d'entreprises militantes et impliquées, et d'entités inactives ou distancées face à l'adaptation au changement climatique.

Dans ce cadre mouvant, le cas de la filière forêt-bois est intéressant à étudier, dans la mesure où la ressource forestière, à l'origine de l'existence et du fonctionnement de cette filière, subit, sous l'action du climat, des évolutions profondes, tant du point de vue de la transformation ou de la migration des essences végétales, à une échelle planétaire, que du point de vue de leur pérennité, ou de leur capacité d'adaptation à des phénomènes connexes, comme les attaques de parasites par exemple⁽¹⁾. La ressource bois est fragile, ou en tout cas, sensible au changement climatique, et devrait, de ce fait, faire normalement l'objet de toutes les attentions afin de pallier ou d'apporter des solutions aux conséquences que le changement climatique peut générer au sein de la forêt.

Face à cette question qui dépasse bien sûr le cadre strict de la filière forêt-bois, les entretiens auxquels j'ai pu participer dans le cadre d'une enquête spécifique, sous

* Maître de conférences à l'INSA de Strasbourg.

1 On peut renvoyer à ce sujet vers un certain nombre d'études anciennes et récentes menées, entre autres, par l'INRA.

la coordination de Julie Gobert et Florence Rudolf, ont été l'occasion de mettre en évidence et de comprendre quels enjeux étaient ou non compris et intégrés par les différents acteurs, quelles postures étaient adoptées, quelles questions restaient encore ouvertes.

Les entretiens réalisés se sont déroulés sur plusieurs mois et ont impliqué un grand nombre d'acteurs de cette filière sur la région Grand Est, et plus spécifiquement sur le bassin forestier alsacien et vosgien⁽²⁾. Le choix de cette localisation est dû, entre autres, aux questionnements et aux actions qui se rapportent à la gestion et l'exploitation des bois locaux. Cette activation d'une réflexion est le fait notamment du travail d'animation du Parc naturel régional des Vosges du Nord (PNRVN) qui souhaite ainsi mettre en mouvement l'ensemble de la filière forêt-bois sur ce sujet des bois locaux. Si ces réflexions portent, *a minima*, sur le territoire du Parc des Vosges du Nord, elles ont bien sûr vocation à dépasser ce cadre territorial.

Parmi tous les acteurs repérés au sein de cette filière, il apparaît que certains ont une conscience aiguë de l'impact du changement climatique et tentent d'agir face à la fragilité potentielle de la ressource bois, susceptible en effet d'être altérée ou transformée sous l'action conjuguée du changement climatique et de ses conséquences (tempête, sécheresse, inondation, humidité, attaques de parasites, etc.).

Face à une menace potentielle pour la ressource, on constate des positionnements différents chez les acteurs de la filière forêt-bois. Distinction qui justifie un essai de typologie des formes de réactivité au changement climatique, alors que la conscience de ce phénomène semble bien être partagée par tous. Comment comprendre, expliquer cette diversité d'attitudes ? Quels sont les leviers, les verrous, les freins à différents échelons de la filière forêt-bois et collectivement, c'est-à-dire en ayant conscience de faire filière ? Quels sont les signes déjà perceptibles d'une prise de conscience, d'une action collective et concertée à l'échelle de la filière forêt-bois, afin que l'ensemble de cette filière puisse de fait exister et mieux répondre aux enjeux du changement climatique ?

Du côté des freins et des verrous, il semble que soit installée, chez certains acteurs de la filière, une forme de réticence à l'action, non par climato-scepticisme, mais plutôt par l'expression d'une forme d'attentisme ou de confiance en les capacités du milieu naturel à s'autoréguler, à s'adapter à un contexte changeant. Certes, l'humanité est régulièrement étonnée par les capacités de la nature à se jouer des obstacles qui se dressent, et à se régénérer, même en milieu hostile, ou face à des changements très rapides et radicaux ; mais est-il sûr que la filière forêt-bois soit en capacité de réagir et de s'adapter aussi simplement à un ou des changements majeurs impliquant la nature de la ressource, notamment dans un contexte économique tendu ? Un retour dans le temps est peut-être en mesure de nous aider à comprendre les logiques en place.

2 Ces entretiens prennent place dans le cadre du projet de recherche *Clim'Ability*. Ils ont été conduits par Florence Rudolf, Julie Gobert, Oliver Favrel et Franck Guéné.

Changement climatique et début de XX^e siècle

« Le chêne a la maladie de l'encre... »⁽³⁾.

Ce n'est bien évidemment pas d'écriture dont il est question, mais bien plutôt d'une agression physique, d'une souffrance, dont le chêne (rouge ou pédonculé) est la victime... Agressé par un champignon (*Phytophthora cinnamomi*) qui lui occasionne des plaies visibles et visiblement douloureuses...

Cette maladie, qui se matérialise par des suintements noirâtres sur le tronc (d'où la métaphore de l'encre), est due au changement climatique, aux conséquences du changement climatique... Ces conséquences sont dues à des modifications locales et temporaires du climat. D'une manière simplifiée, l'agresseur, un champignon d'origine tropicale, apparaît et se développe sous les effets conjugués et alternés de la sécheresse, de l'humidité, de l'absence de gel...

Cependant, le changement climatique dont il est question ici est lié à la première moitié du XX^e siècle. Et si cette maladie de l'encre est découverte au Pays Basque en 1948⁽⁴⁾ (c'est-à-dire au démarrage de la période des Trente Glorieuses), les dépérissements du chêne dus à d'autres causes sont répertoriés dès les années 1920, car c'est à ce moment-là que les observations dans ce domaine semblent devenir plus rigoureuses.

Le chêne, en Europe, mais plus particulièrement en France, est une essence singulière dans la mesure où, même s'il se reproduit naturellement, il est cultivé depuis très longtemps et ce, sur la quasi-totalité du territoire national, à des fins et des usages multiples, de la tonnellerie aux bois de construction navale, en passant par la construction de bâtiments ou plus simplement pour le bois de chauffage. De ce fait, son implantation, *a priori* aisée sur les sols européens, a très souvent été initiée de manière volontaire par des communautés humaines, qu'il s'agisse d'un petit groupe d'individus ou de l'État⁽⁵⁾! Son étude, en tant qu'essence végétale fondamentale et uniformément répartie sur le territoire européen, est donc potentiellement significative.

Il apparaît notamment dans les documents d'études des chercheurs du début du XX^e siècle que le chêne réagit aux conditions de cette implantation volontaire au sein d'un territoire donné. Situé en terrain défavorable, il est plus facilement attaqué par des parasites, dès lors que des modifications climatiques le rendent plus vulnérable (par exemple, un sol sec, mais sensible à de brusques changements hydriques). Mais, constat est fait également, par ces mêmes chercheurs, que le chêne attaqué est en capacité de se remettre de cette maladie quand les conditions redeviennent normales ou stables.

Ces phénomènes de vulnérabilité et de résilience, décrits par C. Delatour⁽⁶⁾, sont des phénomènes que l'on retrouve à une échelle européenne. Au-delà des relevés et

3 Magali BERGOT, Benoît MARÇAIS, Victorine PÉRARNAUD, Marie-Laure DESPREZ-LOUSTAU, André LÉVY, « Géographie de l'impact du gel sur la maladie de l'encre du chêne », *La Météorologie*, n° 34, août 2001, éditions Société météorologique de France, p. 45, <http://hdl.handle.net/2042/36182>.

4 *Ibid.*

5 On peut renvoyer à la volonté d'un certain nombre d'acteurs politiques historiques de cultiver le chêne à des fins économiques. On pense en premier lieu à Colbert et la relation particulière qu'il a construite avec cet arbre, sous le règne de Louis XIV, en développant la culture et l'exploitation.

6 C. DELATOUR, « Biologie et forêt, les dépérissements de chênes en Europe », *Revue forestière française*, volume 35/4 (1983), éditions AgroParisTech, p. 265, <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/4752>.

des analyses, les réponses et solutions restent timides, se contentant le plus souvent de revenir à quelque chose qui a à voir avec ce qu'on pourrait nommer le « bon sens », c'est-à-dire une capacité à agir avec raison ; ici, *a minima* en se mettant en situation d'attente, en observant et en respectant les réactions et les rythmes que la nature⁽⁷⁾ impose et propose, dans sa capacité à s'organiser et à se réguler.

Toujours dans le contexte des analyses de C. Delatour, il est constaté que si la situation climatique redevient satisfaisante, l'arbre réagit et s'adapte, repousse les attaques du champignon en une réaction raisonnable et adaptée. L'intervention humaine participe parfois de ces processus de résilience, mais elle se limite la plupart du temps à de la surveillance et de l'observation.

En fin de compte, en cette première moitié du XX^e siècle, il n'est pas encore question de changement climatique. Cela a plutôt à voir avec ces soubresauts météorologiques, qui quelquefois nous réservent quelques surprises et sont l'occasion d'afficher des records de chaud, de froid, ou de pluviométrie ; dans ces cas de résilience, il est intéressant de constater qu'aucun dispositif, ne serait-ce que de surveillance, n'est maintenu, ce que déplore Delatour :

« Par ailleurs, le phénomène (de dépérissement) étant le plus souvent assez bien localisé dans le temps, les observations approfondies qui nécessitent certains délais de mise en place ne portent généralement pas sur les stades initiaux les plus intéressants. En outre, dès que le rétablissement naturel est en vue, l'intérêt général pour le dépérissement baisse rapidement et les recherches paraissent vite sans objet... et plus tard, lors d'un nouveau dépérissement se trouvent posées les mêmes questions »⁽⁸⁾.

Changement climatique et début de XXI^e siècle

Si cette posture attentiste, au-delà de sa récurrence dénoncée par Delatour, peut paraître potentiellement raisonnable, il ne s'agit pas tout à fait de la même chose avec le changement climatique qui nous affecte depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Il ne s'agit plus de phénomènes ponctuels, temporaires, mais bien d'une modification en profondeur de l'activité climatique. Il faut désormais compter avec l'accroissement pérenne et régulier des températures moyennes propres à nos climats. Il semble, néanmoins, que la manière dont les différents acteurs de la filière forêt-bois reçoivent et traitent cette information ne soit guère différente de ce qu'elle était au début du XX^e siècle. Par-delà les enregistrements qui permettent de constater l'accroissement des températures, l'actualité météorologique montre une versatilité qui ne permet pas de détecter ces tendances. L'anticipation paraît encore plus difficile à construire sans parler de la territorialisation des phénomènes spécifiques que sont les périodes de sécheresse, de pluviométries abondantes, d'activités orageuses intenses, de tempêtes, etc. Or, les études, à commencer par celles établies au début du XX^e siècle au sujet du chêne, semblent bien montrer que ce sont ces événements qui déclenchent l'activité parasitaire et la détérioration (voire la disparition) de la ressource en bois.

7 La nature doit être ici comprise comme l'ensemble de la réalité matérielle considérée comme indépendante de l'activité et de l'histoire humaines.

8 C. DELATOUR, « Biologie et forêt, les dépérissements de chênes en Europe » (note 6), p. 279.

À cet égard, certains acteurs, au plus près de la ressource, avec lesquels nous avons échangé dans le cadre de *Clim'Ability*, montrent une forme d'attentisme étonnant du fait des transformations potentiellement pérennes attendues du changement climatique. Cependant, en l'absence de certitudes sur la nature exacte des conséquences du changement climatique en un territoire donné (ici, le territoire alsacien et vosgien de la filière forêt-bois), la prise de décision semble difficile. On ne se risque pas à des engagements fondamentaux, ni du point de vue de la modification de la ressource, ni du point de vue de sa gestion et de son exploitation à 30, 50 ou 100 ans. Malgré l'urgence apparente, la question « Quelles essences planter, et sur quels territoires ? » demeure ouverte, et les décisions difficiles à prendre :

« ...dans le cadre de l'évolution climatique il faut réfléchir à des substitutions d'essence. Moi je ne sais pas encore vers quoi on va, on nous annonce plein de choses, mais... je vois qu'il pleut en hiver [...] on a jamais eu autant d'eau qu'en 2016. Donc voilà, je suis extrêmement prudent sur les décisions qu'on pourrait prendre à moyen terme et je préfère travailler avec la dynamique actuelle des essences qui sont éprouvées ici depuis la dernière glaciation et qui nous donne toute satisfaction »⁽⁹⁾.

En l'état, la surveillance semble être la seule action effective...

À la lueur de ce qui est mis en exergue par Delatour à partir du travail des chercheurs du début du XX^e siècle, on peut se demander si les mêmes postures ne sont pas à l'œuvre en ce début de XXI^e siècle ?

Pourquoi et comment agir s'il n'y a pas de certitude sur ce qui va se passer ? Au risque d'une réaction inadaptée, soit parce que l'évolution climatique sera localement différente des modèles envisagés, soit parce que des phénomènes d'adaptation naturels se mettront en place et qu'il est peut-être plus judicieux d'attendre ce moment pour passer à une modalité d'action plus intrusive et réagir...

La question de la temporalité est ici essentielle : quelles actions mettre en place et selon quelle temporalité ?

Filière bois et pensées locales

Le cas de la filière forêt-bois dans le Grand Est, des postures prises, des adaptations, des actions et des attentes au regard du changement climatique, est symptomatique ; le changement climatique amorcé impacte directement son activité, et devrait déjà mettre en jeu une volonté dans la maîtrise de l'évolution et du traitement de la ressource ; or les actions semblent encore timides...

De ce point de vue, on pourrait considérer que dans l'organigramme des acteurs de la filière bois, il y a des acteurs intéressés à une action immédiate, et d'autres acteurs, plus prudents, qui privilégient pour l'instant une position d'observateurs.

À l'échelle de la filière, nous pouvons considérer que les acteurs institutionnels, représentant l'État ou la région, que sont les Parcs, l'ONF (l'Office national des forêts) et la DRAAF (la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), ainsi que bien évidemment les municipalités, les départements ou les partenaires potentiels que sont les prescripteurs (architectes, promoteurs,...), sont globalement les

9 Extrait d'un entretien réalisé en mars 2018 par Julie Gobert auprès d'Evrard de Turckheim, entreprise Pro Silva.

moteurs du point de vue d'une action sur le renouvellement, la gestion et l'exploitation de la ressource bois ; mais pour des raisons et à des niveaux d'implication différents.

Les autres acteurs inscrits dans la filière, à savoir les exploitants forestiers (la gestion de la ressource), les ETF (entrepreneurs de travaux forestiers), les scieurs (l'industrie de la première transformation), les charpentiers, menuisiers, ébénistes (l'industrie de la seconde transformation), sont plus directement et plus immédiatement en contact avec une ressource bois qui peut être de nature et de provenance différentes. À ce titre, ils sont ou peuvent être, là aussi, à des niveaux différents, moins sensibles à une action forte quant au développement d'une ressource plus localisée.

Si l'on considère de manière plus exhaustive les différents acteurs de cette filière :

- On peut voir que les Parcs (en l'occurrence, le Parc naturel régional des Vosges du Nord – PNRVN) sont les acteurs les plus engagés, dans la mesure où ils s'intéressent en premier lieu à la constitution, au maintien d'un écosystème impliquant tant l'environnement naturel que l'environnement bâti et l'activité économique sur l'ensemble du territoire du PNRVN. La temporalité des réflexions portées par les Parcs se cale globalement sur la temporalité du réchauffement climatique, c'est-à-dire que les enjeux y sont réfléchis à l'échelle du siècle. Une évolution spécifique de la ressource n'a pas d'impact majeur sur l'activité et les missions des parcs, même si cela peut influencer leurs stratégies.
- L'Office national des forêts (ONF) et la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) adoptent des attitudes mitigées, observant avec attention les conséquences du réchauffement climatique, mais organisant encore leurs stratégies sur des logiques et des objectifs à moyen terme de pérennisation et d'exploitation de la ressource bois, puisque cette gestion économique est l'une de leurs missions.
- Les exploitants forestiers, qui assurent le suivi et le renouvellement de la ressource, semblent globalement prudents et attentistes, dans la mesure où ils cherchent à faire prendre un minimum de risques à leur activité économique et à l'évolution de la ressource. Les impacts du réchauffement climatique se font ressentir, mais de manière légère. Les hivers semblent localement déjà moins froids, plus humides, les étés un peu plus chauds, mais rien de bien visible ne semble affecter la ressource pour le moment. Dans ce cadre, la prudence semble leur recommander d'attendre, de surveiller et de voir peut-être aussi comment la forêt réagit et s'adapte, quels signes elle donne de son évolution, tant du point de vue de la faune que de la flore... La décision dépend ici de la pérennité de la valeur économique de la ressource.
- Les entrepreneurs de travaux forestiers (ETF) sont des acteurs également prudents et attentistes dans la mesure où leurs actions ont à voir avec l'immédiateté. Leur travail de débardage et d'extraction du bois dépend directement des conditions climatiques. Une adaptation des conditions de travail et d'extraction du bois, du fait du changement climatique, peut être envisageable, sans forte anticipation, à condition cependant que le contexte économique le permette et qu'ils aient les moyens d'investir dans du matériel adapté. Ce matériel est déjà présent sur le marché (notamment pour tout ce qui concerne l'adaptation aux terrains humides en période hivernale), mais représente un investissement non négligeable pour les entreprises de ce secteur.

- Les entreprises de la première transformation que sont les scieries ne se profilent pas pour le moment comme les acteurs les plus réactifs, alors que leur outil de travail est complètement lié et adapté à la ressource bois. En l'occurrence, pour expliquer cet antagonisme apparent, deux phénomènes conjoints semblent principalement à l'œuvre : premièrement, la concentration, pour des raisons spécifiquement économiques, de cette activité de sciage sur des entités de moins en moins nombreuses mais de plus en plus grosses et fortement industrialisées ; deuxièmement, la recherche d'une ressource homogénéisée (à savoir, plutôt du résineux, et toujours de même diamètre) afin d'optimiser l'investissement.

Les scieries cherchent donc essentiellement à s'assurer de la pérennité de la ressource, en tout cas pour l'instant, et pour les plus importantes d'entre elles, autour d'un approvisionnement en résineux. Le modèle économique qui se met en place depuis plusieurs années semble pouvoir rester viable quelle que soit l'évolution du climat. À la temporalité d'une évolution lente des essences végétales sous les effets du changement climatique semble pouvoir répondre une adaptation de l'outil d'exploitation.

- La passivité relative des entreprises de la seconde transformation (menuisiers, ébénistes...) face à l'évolution de la ressource et de son adaptation au réchauffement climatique est indissociable de la globalisation. Dans la mesure où ces entreprises ont déjà l'habitude de travailler avec une ressource mondialisée, la seule limite réside dans le coût d'achat de cette même ressource et dans la validation de la conformité aux labels et certificats, notamment PEFC (*Program for Endorsement of Forest Certification*). Il en va de même pour les industriels fabricants de panneaux ou de lamellé-collé dans la mesure où leurs approvisionnements sont eux aussi globalement mondialisés.
- Le cas des prescripteurs (notamment les architectes) est intéressant, dans la mesure où ils sont potentiellement en capacité d'agir par la préconisation, ou non, de telle ou telle essence. C'est par exemple le cas de l'agence d'architecture Haha, inscrite au cœur du territoire vosgien et qui cherche à promouvoir des essences locales comme le hêtre. Là aussi, le changement climatique est considéré de près. Des réponses émergent et impliquent, à des échelles politiques, économiques, sociales, écologiques, des logiques d'action favorables à l'exploitation et la gestion des ressources locales, telles que l'économie circulaire⁽¹⁰⁾. Il s'agit, entre autres, d'expérimenter des réponses en utilisant les ressources locales pour une architecture et une économie locales, afin que se mettent en place des logiques de sobriété, tant du point de vue de l'exploitation des ressources que de leur transformation ou leur territorialisation. Là aussi cependant, la temporalité du réchauffement climatique laisse à penser que ce qui est réfléchi, anticipé, mis au point en vue de l'utilisation du bois pour

10 On pourra, pour définir l'économie circulaire, prendre appui sur une définition adoptée par le Ministère de la transition écologique et solidaire, et qui considère que « La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets. » Site du Ministère de la transition écologique et solidaire, <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr>.

l'architecture, de l'économie circulaire, etc. peut être indépendante de l'évolution de la ressource. Ce qui est notamment vrai pour le hêtre en 2018 (cf. le label « Terres de hêtre ») peut l'être également pour une autre essence dans 20, 30 ou 50 ans...

Il reste qu'en proposant un autre modèle à l'acte de bâtir, plus pertinent vis-à-vis du changement climatique, les prescripteurs, à savoir l'État, la région, les départements, les parcs, les communes, les promoteurs, les architectes, peuvent être en mesure d'influencer le modèle économique et écologique. À condition bien sûr que l'ensemble de ces acteurs agisse de manière concertée, qu'ils soient suffisamment nombreux à être audibles et visibles sur ce sujet, ce qui n'est peut-être pas encore suffisamment le cas. Les expérimentations et les démonstrations effectuées restent encore trop rares, même s'il semble qu'elles soient pertinentes à tout point de vue, y compris dans ce qu'elles sont susceptibles de construire en terme de cohésion politique et sociale. C'est ce que constate Claude Valentin, architecte, responsable de l'agence Haha à Saint-Nabord, à partir de l'exemple d'un projet architectural expérimental d'une crèche en bois de hêtre local à Tendon, qui a également mis en jeu la volonté politique de la commune :

« Je remarque que [...] dès le début, on s'est mis en contact avec les scieurs, avec l'ONF, avec l'agent forestier [...]. On a eu autour de la table des acteurs qui ne se connaissaient pas [...]. Et bien je peux vous dire que les scieurs étaient [...] très curieux, très intéressés ! L'agent forestier, on aurait pu s'en passer, on aurait pu faire sans lui... Mais on a amené des écoles, des élèves, on a pu leur présenter le projet, montrer une perspective ! On peut réfléchir à ce qu'est la forêt... Quand on découvre la forêt avec l'agent forestier, c'est une mine de savoirs et de récits extraordinaires ! [...] On a sélectionné les arbres [...] on peut s'inventer des tas d'histoires, mais on est loin d'être allé jusqu'au bout, c'est juste embryonnaire [...]. Prends un enfant de sept ou huit ans qui voit une forêt et qui, trois ans plus tard, va, à un moment donné, franchir la porte du bâtiment, alors qu'il a déjà visité le chantier, et se dit : "j'habite un bâtiment qui a été fabriqué avec les arbres que j'ai touchés" [...] Tout ça, c'est juste une production de sens... on cultive des choses qui, tranquillement, vont pousser [...] ça prendra du temps »⁽¹¹⁾.

À travers cette analyse succincte des rapports de la filière forêt-bois sur le territoire alsacien et vosgien, il apparaît que deux phénomènes empêchent la mise en place d'une action viable de la filière au regard d'une adaptation au changement climatique.

Premièrement, l'organisation de la filière qui, du fait des actions séparées des différents acteurs, ne permet pas encore de mener une réflexion globale et partagée sur ce sujet, même si une volonté de mise en concertation des actions est déjà en place, et produit déjà des résultats, sous l'égide des acteurs institutionnels, notamment du Parc naturel régional des Vosges du Nord.

Deuxièmement, la temporalité de l'action du changement climatique sur la ressource en bois n'incite pas à mettre en place une action rapide. Pourtant, les acteurs les plus directement concernés de ce point de vue sont les exploitants forestiers qui doivent planter aujourd'hui une ressource exploitable dans 30, 50 ou 100 ans. Mais pour le moment, peu d'expérimentations sont tentées. La ressource à venir envisagée est pensée sur la base de l'état actuel du climat.

11 Extrait d'un entretien réalisé en juin 2018 par Franck Guéné et Olivier Favrel auprès de Claude Valentin, agence d'architecture Haha.

Les problèmes potentiels sont reportés... du fait d'un manque de visibilité sur la pertinence des actions à mener. L'expérience a montré que des réactions concrètes sont possibles sous l'action d'un facteur déclenchant (un développement de maladies détruisant ou détériorant fortement une partie de la ressource, ou une tempête, comme celle de 1999 par exemple). Il y aurait cependant un intérêt à anticiper l'évolution de la ressource en parallèle à l'évolution du changement climatique. Sauf qu'à ce stade, visiblement, les outils et moyens de convaincre les différents acteurs de la filière ne semblent pas encore suffisamment effectifs pour que cette anticipation puisse pleinement trouver place à l'échelle de la filière.

Favoriser la mise en place et le développement des outils et moyens d'une économie circulaire, ou en tout cas plus territorialisée, serait un moyen de garantir la mise en place d'un outil d'adaptation au changement climatique.

Une action pertinente consisterait peut-être à assurer et à renforcer localement la capacité d'adaptation des activités humaines, de manière à être en situation d'agir dès lors que des certitudes territorialisées émergent et se mettent en place en des territoires localisés.

Le développement, sur une aire qui mériterait encore d'être précisée, d'une économie plus locale et circulaire serait peut-être intéressant, afin de construire les possibilités et les capacités d'adaptation de la filière forêt-bois.

Pour ce faire, il paraît indispensable que cette filière renforce et valorise la souplesse et l'adaptabilité de son organisation.

Pour permettre la mise en place de circuits courts, il serait par exemple intéressant de permettre le maintien et le développement du réseau de petites scieries qui a tendance à s'étioler, du fait du recentrement généré par le développement important de quelques grosses scieries sur le territoire alsacien.

La question qui se pose : comment donner du sens à l'activité de ces petites entités ? Peut-être en validant la vocation des grandes scieries à traiter des résineux de même diamètre, et en renforçant le rôle des petites scieries autour de la transformation des feuillus et des bois spécifiques et locaux, à commencer par le chêne, le hêtre et le châtaignier. Ce type d'approche est déjà engagé, mais reste peut-être encore trop timide, à l'image de l'exemple donné par l'entreprise de construction bois Mob-Alsace :

« ... À plusieurs, la problématique n'est plus tout à fait la même ! [...] Il y a des points positifs, on a une scierie à Lembach qui s'est équipée d'une chaîne de rabotage, et qui aujourd'hui peut nous livrer des bois de structure issus de nos forêts. Alors bien entendu, ce ne sont pas des barres de treize mètres, ce sont des montants de trois mètres, mais c'est quelque chose qui est possible, et qui a été rendu possible, parce que plusieurs entreprises se sont rassemblées et peuvent mettre en face du scieur un volume annuel qui lui permet d'investir dans un outil »⁽¹²⁾.

Bien sûr, ce type d'action ne se décrète pas *a priori*, et cela nécessite une volonté et une action tant des acteurs de la filière que des acteurs politiques et économiques pour pouvoir être réfléchi et amorcé.

12 Extrait d'un entretien réalisé en octobre 2017 par Julie Gobert auprès de l'entreprise de construction bois Mob-Alsace.

Ces réflexions peuvent/doivent être élargies à l'ensemble des activités de la filière pour qu'une action globale autour d'une émergence forte des circuits courts, en complément à l'organisation économique actuelle, prenne place.

Dans ce cadre, les donneurs d'ordre que sont les politiques et les architectes seraient certainement susceptibles de jouer ensemble un rôle majeur, en cherchant à favoriser le développement de ce dispositif. Le bilan, tant architectural, qu'économique et social des expériences déjà menées, bien que contrasté, est encourageant. Il mériterait donc d'être accompagné et renforcé.

Conclusion

Pour en revenir aux relations du chêne et du *Phytophthora cinnamomi*, le champignon parasite est suivi de près⁽¹³⁾, afin de surveiller sa prolifération. Cette dernière se fait soit par l'humidité du sol, soit par le déplacement et la transplantation de jeunes plants infectés.

Dans l'état actuel de cette évolution, rien de particulier n'est mis en place hormis une surveillance accrue, et l'évocation d'une forme de principe de précaution⁽¹⁴⁾ :

« Étant donné la surface occupée par le chêne pédonculé et son importance économique et écologique, l'étendue des zones à risque [...] est très inquiétante. Il est impératif d'éviter d'introduire *P. cinnamomi* dans la chênaie française, en particulier dans les zones à risque »⁽¹⁵⁾.

Dans l'absolu, pour empêcher la prolifération, il semblerait intéressant de circonscrire l'exploitation du chêne à un territoire limité, de prendre appui et développer ainsi des logiques d'économie circulaire : en utilisant, en transformant le bois et les matières connexes de manière spécifiquement locale, on évite la contamination par la terre et la transplantation sur d'autres territoires de jeunes plants infectés.

Comme pour le chêne, le recours à la vertu potentielle de l'économie circulaire pourrait être un outil d'aide à la réflexion pour adapter la filière bois dans le Grand Est au changement climatique. Trop de questions semblent encore rester sans réponse pour que puissent être mises en exergue des solutions radicales ou adaptées. Dans ce cadre, la plupart des acteurs de la filière restent attentifs et attentistes, observant les réactions de la nature et ses capacités d'adaptation et d'autorégulation.

Certains acteurs semblent donc hésitants : pourquoi investir dans des actions, alors qu'il est difficile d'en déterminer les conséquences ? La dimension aléatoire des phénomènes à l'œuvre dans le cadre du changement climatique reste prégnante.

Actant de cette incertitude, on peut s'interroger sur la vertu de coordination d'acteurs à différentes échelles pour parer les imprévus. Dans quelle mesure des actions

13 Cf. BERGOT/MARÇAIS/PÉRARNAUD/DESPREZ-LOUSTAU/LÉVY, « Géographie de l'impact du gel sur la maladie de l'encre du chêne » (note 3).

14 On adoptera ici la définition donnée sur le site de la Direction de l'information légale et administrative, à savoir : « le principe selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque dans les domaines de l'environnement, de la santé ou de l'alimentation. »

15 BERGOT/MARÇAIS/PÉRARNAUD/DESPREZ-LOUSTAU/LÉVY, « Géographie de l'impact du gel sur la maladie de l'encre du chêne » (note 3), p. 52.

locales sont-elles aptes à limiter les conséquences du changement climatique à une échelle planétaire ?

L'organisation de circuits courts, réponse bien évidemment non exclusive au regard du changement climatique, implique l'ensemble des acteurs et mobilise leur connaissance pointue d'un territoire précis ; cela permet un engagement plus fort des différents acteurs impliqués, et une plus forte capacité à répondre à des problèmes à court, moyen et long terme, à condition de valoriser la valeur économique du dispositif.

Dans un cadre de ce type, il serait alors possible et peut-être plus facile de programmer des actions autour de la ressource bois sur des temporalités multiples, de responsabiliser les acteurs et, plus globalement, de mettre en place des options qui offrent des réponses efficaces aux conséquences du changement climatique.

Cette perspective met en évidence la complexité de l'adaptation au changement climatique qui ne saurait se limiter à des contraintes économiques et écologiques, aussi cruciales soient-elles. Il s'agit de penser autrement notre manière d'agir. Comme le précisait déjà Ulrich Beck il y a un peu plus de trente ans :

« Lorsque les menaces amenées par l'essor de la civilisation pèsent sur la vie même, elles touchent à l'expérience commune de la vie organique, qui relie les besoins vitaux des hommes à ceux des plantes et des animaux. Le dépérissement de la forêt fait prendre conscience à l'homme qu'il est un "être naturel qui a des responsabilités morales", une chose animée, fragile, vivant au milieu d'autres choses, une partie naturelle d'un tout naturel menacé dont il est responsable. On touche à des strates d'une conscience humaine de la nature qui transcendent et abolissent le dualisme entre le corps et l'esprit, l'homme et la nature »⁽¹⁶⁾.

Le changement climatique est le révélateur potentiel de la nécessité d'engager d'autres comportements, tant politiques que sociétaux. Dans ce cadre, la filière forêt-bois a un rôle majeur à jouer, car elle est susceptible, du fait de son imbrication, du rapport étroit qu'elle a construit et qu'elle construit avec un milieu naturel spécifique, de concrétiser et de mettre en place en ce début de XXI^e siècle des intentions politiques et sociales, des structures et des logiques de fonctionnement exemplaires.

18 juillet 2018

Résumé

La maladie de l'encre qui affecte le chêne est connue et analysée depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré les risques de prolifération, peu d'actions ont été menées pour éradiquer cette maladie. Au début du XX^e siècle, les hommes ont fait confiance à la nature pour se réguler, et il se peut qu'ils aient eu raison. Cependant, en ce début de XXI^e siècle, face aux changements majeurs qui s'annoncent du fait du changement climatique, il s'agit de s'interroger sur la nécessité et la nature des actions et réactions à adopter pour anticiper et accompagner les changements de notre environnement spatial et économique. Cette

16 Ulrich BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (1986), Paris, Champs Flammarion, 2001, p. 135-136.

question est particulièrement intéressante à analyser dans le cadre de la filière Bois, dans le Grand Est.

Abstract

The “ink disease” which affects the oak is known and analyzed since the end of the 19th century. Despite the risks of proliferation, few actions were led to eradicate this disease. At beginning of the 20th century, people trusted the nature to regulate, and it’s possible that they were right. However, at this beginning of the 21th century, in front of major changes which announce because of the climate change, it’s a question of wondering about the necessity and the nature of the actions and the reactions to be adopted to anticipate and accompany the major changes of our spatial and economic environment. This question is particularly interesting to analyze within the framework of the wood industry, in the land «Grand-Est».